



Motion XIIIe congrès - La FERC CGT condamne l'intervention du gouvernement turc contre les Kurdes

mercredi 6 novembre 2019, par [Bariaud](#)

La FERC CGT condamne l'intervention du gouvernement turc contre les Kurdes

Après avoir bombardé les régions et villes frontalières de la Syrie, le gouvernement autoritaire et réactionnaire turc, encouragé par les déclarations du président des États-Unis, a lancé mercredi 9 octobre le début de son opération militaire terrestre dans le Nord-Est de la Syrie, le Rojava, la zone d'autonomie créée par les Kurdes de Syrie.

Plus de 130 000 civil·es ont fui les régions bombardées et menacées par l'invasion turque, tandis que des dizaines ont été tué·es depuis le début de l'agression militaire.

Les femmes du Rojava sont particulièrement la cible de l'armée turque et de ses milices alliées. C'est ainsi qu'Harvin Khalat, co-présidente du parti « Avenir de la Syrie », qui luttait pour un modèle d'égalité Femmes/Hommes, pour une société pluraliste a été assassiné dans des conditions atroces et dégradantes.

Cette agression militaire s'inscrit dans la continuité de la guerre menée par le gouvernement d'Ankara contre les mouvements de libération kurde et leurs représentant·es en Turquie. L'objectif de la Turquie est d'établir une zone de contrôle le long de sa frontière afin de pouvoir gérer les flux des personnes déplacées. Elle veut rapatrier de force les réfugié·es se trouvant en Turquie en expulsant de là les populations kurdes. Elle veut aussi s'attaquer aux forces kurdes afin d'écraser toute forme d'autodétermination kurde à proximité de ses frontières. Mais l'autre motivation d'Erdoğan est de détourner le mécontentement grandissant des couches populaires défavorisées dans son pays, de plus en plus appauvries sous les effets néfastes d'une crise économique qui ne cesse de s'approfondir et de masquer ses échecs politiques depuis les élections municipales et la mise en évidence de détournements de fonds énormes.

Aucun argument ne peut justifier cet acte de guerre. Il s'agit de la part de la Turquie d'une opération militaire et de mise sous contrôle d'un territoire qui n'est pas le sien. Le risque d'embrasement de la situation dans cette région du monde appelle à la condamnation de la communauté internationale.

La FERC CGT exige l'arrêt immédiat de l'opération militaire de la Turquie, qu'il s'agisse de l'invasion terrestre ou des bombardements.

La CGT reste fermement opposée aux interventions extérieures militaires qui ne font qu'alimenter le désespoir, la détresse et la misère sociale.

La FERC CGT appelle toutes ses organisations et l'ensemble de ses adhérent·es à agir avec force pour que la paix revienne, à s'associer aux initiatives de protestation et de solidarité avec les victimes en Syrie et aux forces pacifistes et démocratiques en Turquie, dont les enseignantes et les syndicalistes victimes de répression pour leur opposition à la guerre au Kurdistan.

Cécilia Maubuisson, le 18 octobre 2019

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture // 01-55-82-76-12 // ferc@cgt.fr

Après avoir bombardé les régions et villes frontalières de la Syrie, le gouvernement autoritaire et réactionnaire turc, encouragé par les déclarations du président des États-Unis, a lancé mercredi 9 octobre le début de son opération militaire terrestre dans le Nord-Est de la Syrie, le Rojava, la zone d'autonomie créée par les Kurdes de Syrie.

Plus de 130 000 civil·es ont fui les régions bombardées et menacées par l'invasion turque, tandis que des dizaines ont été tué·es depuis le début de l'agression militaire.

Les femmes du Rojava sont particulièrement la cible de l'armée turque et de ses milices alliées. C'est ainsi

qu'Harvin Khalaf, co-présidente du parti « Avenir de la Syrie », qui luttait pour un modèle d'égalité Femmes/Hommes, pour une société pluraliste a été assassinée dans des conditions atroces et dégradantes.

Cette agression militaire s'inscrit dans la continuité de la guerre menée par le gouvernement d'Ankara contre les mouvements de libération kurde et leurs représentant·es en Turquie. L'objectif de la Turquie est d'établir une zone de contrôle le long de sa frontière afin de pouvoir gérer les flux des personnes déplacées. Elle veut rapatrier de force les réfugié·es se trouvant en Turquie en expulsant de là les populations kurdes. Elle veut aussi s'attaquer aux forces kurdes afin d'écraser toute forme d'autodétermination kurde à proximité de ses frontières. Mais l'autre motivation d'Erdogan est de détourner le mécontentement grandissant des couches populaires défavorisées dans son pays, de plus en plus appauvries sous les effets néfastes d'une crise économique qui ne cesse de s'approfondir et de masquer ses échecs politiques depuis les élections municipales et la mise en évidence de détournements de fonds énormes.

Aucun argument ne peut justifier cet acte de guerre. Il s'agit de la part de la Turquie d'une opération militaire et de mise sous contrôle d'un territoire qui n'est pas le sien. Le risque d'embrasement de la situation dans cette région du monde appelle à la condamnation de la communauté internationale.

La FERC CGT exige l'arrêt immédiat de l'opération militaire de la Turquie, qu'il s'agisse de l'invasion terrestre ou des bombardements.

La CGT reste fermement opposée aux interventions extérieures militaires qui ne font qu'alimenter le désespoir, la détresse et la misère sociale.

La FERC CGT appelle toutes ses organisations et l'ensemble de ses adhérent·es à agir avec force pour que la paix revienne, à s'associer aux initiatives de protestation et de solidarité avec les victimes en Syrie et aux forces pacifiques et démocratiques en Turquie, dont les enseignant·es et les syndicalistes victimes de répression pour leur opposition à la guerre au Kurdistan.

Carcans Maubuisson, le 18 octobre 2019